

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 Strasbourg

Strasbourg, le 24/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TEPSA

65 QUAI JACOUTOT
67000 Strasbourg

Références : 460/MS
Code AIOT : 0006700460

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2026 dans l'établissement TEPSA implanté 65, quai Jacoutot 67000 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEPSA
- 65, quai Jacoutot 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006700460
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le dépôt Rubis Terminal ("DS1") du quai Jacoutot à Strasbourg est autorisé à stocker des liquides inflammables, des produits chimiques et des déchets liquides. C'est un établissement Seveso seuil

haut et IED. Il est réglementé par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 04 janvier 2023.

Le référentiel réglementaire de la visite comprend des dispositions de :

- l'arrêté préfectoral du 04 janvier 2023, codifiant les prescriptions associées à l'autorisation, complété le 15 mars 2024 ;
- l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre I^{er} du livre V du code de l'environnement.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- AN26 ATEX
- ATEX
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Transmission des résultats et commentaires	Arrêté Préfectoral du 04/01/2023, article 9.4.1 et 9.4.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	vérification de installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/01/2010, article 66	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	analyse critique	Arrêté Préfectoral du 15/03/2024, article 1	Sans objet
2	pollution de la nappe phréatique (sur site)	AP Complémentaire du 15/03/2024, article 2	Sans objet
3	surveillance de la nappe phréatique (extension du périmètre)	AP Complémentaire du 15/03/2024, article 2	Sans objet
5	maîtrise des pertes de produit	Arrêté Préfectoral du 04/01/2023, article 4.2.2	Sans objet
6	localisation des zones ATEX	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
7	adéquation des matériels en zone	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	ATEX		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Non conformités

Des non-conformités sont constatées en ce qui concerne :

- la transmission et le commentaire de résultats de surveillance des eaux,
- la justification de ce que les installations électriques sont entretenues en bon état.

Observations, questions

Des compléments sont attendus concernant l'analyse critique.

La prévention des pollutions par pertes des substances transférées a été significativement améliorée. Des travaux se poursuivent.

Il est attendu que l'adéquation des matériels électriques anciens en zone ATEX soit justifiée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : analyse critique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, 1/3 expertise
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société RUBIS TERMINAL (l'exploitant) dont le siège social est 33 avenue de Wagram 75017 PARIS, soumet à l'analyse critique d'un expert indépendant, aux compétences démontrées en la matière, les hypothèses et conclusions de l'étude de dangers du dépôt qu'elle exploite au 65 quai Jacoutot à STRASBOURG.</p> <p>A cet égard, et sans négliger les autres aspects de l'étude de dangers dont l'expert estimerait qu'ils en justifieraient, l'analyse critique porte particulièrement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sur les risques toxiques (hypothèses, substances retenues, zones d'effets, mesures de maîtrise) ; • sur les risques d'incendie et d'explosion examinés sous l'angle de la dispersion de substances toxiques, qu'il s'agisse de produits de dégradation ou de substances toxiques stockées dispersées en l'état (...). <p>Les conclusions de l'analyse critique sont transmises à l'inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est dans le délai de 12 mois suivant la notification du présent arrêté.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'analyse critique a été remise et appelle des observations concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les périmètres, augmentés, des zones d'effets toxiques recalculés suivant l'hypothèse majorante (qui n'est pas réalisée sur le terrain) ; • le fait que deux substances, l'une classifiées « toxique par inhalation », l'autre « mortelle par inhalation » soient écartées, faute de valeurs de référence. <p>Sur le premier point, l'exploitant avance qu'un autre bureau d'étude aurait modélisé des zones d'effets moindres. Il souhaite un échange à ce sujet.</p> <p>Sur le second point, l'inspection invite l'exploitant à déterminer des valeurs par lui-même, au besoin en interrogeant le producteur des substances.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : pollution de la nappe phréatique (sur site)

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/03/2024, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, pollution nappe</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2-1 L'exploitant étend la liste des paramètres à rechercher, définie à l'article 9.3.3.1 de l'arrêté préfectoral susvisé du 4 janvier 2023 en référence à la liste des substances qu'il est autorisé à stocker en référence aux dossiers transmis à l'administration. Une attention particulière est portée aux substances ayant le statut d'intermédiaire isolé transporté suivant le règlement (CE) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>A la demande de l'inspection qui n'en avait pas été rendue encore destinatrice, les résultats complets ont été transmis à l'issue de la visite du 17 mars 2026.</p> <p>Il n'est pas rendu compte, pour 2025, de dépassements des valeurs-limites de rejets des eaux.</p> <p>La surveillance des eaux souterraines montre des teneurs notables de bentazone au piézomètre aval n° 6 : 4,41 et 2,75 µg/l. Le brome y est également présent.</p> <p>La surveillance des eaux des fosses montre des teneurs élevées en bromures. L'exploitant n'a transmis pour l'instant que les bordereaux d'analyse correspondant à cette surveillance. Des commentaires sont attendus, particulièrement pour ce qui est des teneurs élevées en brome au point STE.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : surveillance de la nappe phréatique (extension du périmètre)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/03/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, pollution nappe
Prescription contrôlée : 2-2 En référence aux conclusions sur les conditions locales d'écoulement des eaux ressortant de l'étude « BRGM/RP-66935-FR Mai 2017 » susvisée, l'exploitant réalise des prélèvements des eaux souterraines depuis des puits (existant ou à créer) en aval nord-est et sud-ouest du site et la recherche, dans ces eaux, des paramètres listés à l'article 9.3.3.1 de l'arrêté préfectoral susvisé du 4 janvier 2023 et des paramètres additionnels déterminés en application du 1-1 du présent arrêté. Constats : Le puits utilisé pour les premiers prélèvements et analyses, au mois de juin 2025, a été remplacé par un piézomètre localisé à l'ouest des installations, exploité au mois de décembre 2025. Entre les deux campagnes réalisées à ce jour, on observe une augmentation forte de la teneur en bentazone dans ce secteur : de 0,088 µg/L à 6,35 µg/L (plus de 60 fois la valeur limite des eaux destinées à la consommation humaine, prise comme référence). Cette matière active herbicide a été stockée sur le site, mais ne l'est plus depuis quelques années. Les bromures sont également trouvés sur cet ouvrage : 3 mg/l. Des commentaires sont attendus. Ces résultats montrent en tous cas la nécessité de poursuivre la surveillance étendue.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Transmission des résultats et commentaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/2023, article 9.4.1 et 9.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des rejets et milieux
Prescription contrôlée : Article 9.4.1 - Transmission Les résultats de la surveillance des rejets, des milieux et des émissions sonores sont transmis à l'inspection des installations classées. Les résultats qui le peuvent sont saisis sur la base GIDAF Article 9.4.2 - Commentaires Tout résultat transmis est accompagné d'un commentaire de l'exploitant. En cas de non-respect de valeurs-limites ou de dérive d'un paramètre de surveillance des milieux : <ul style="list-style-type: none">• le fait est explicitement signalé dans le commentaire,• la cause en est précisée et, si elle n'est pas connue, les moyens engagés pour la déterminer sont indiqués,• les actions correctives mises en œuvre ou prévues ou les démarches engagées pour les déterminer sont exposées avec des engagements en termes de délais.

Constats :

L'arrêté préfectoral complémentaire du 15 mars 2024 complète le titre 9 et l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2023.

Les obligations de transmission et de commentaires s'appliquent ainsi aux résultats des surveillances additionnelles que prévoit cet arrêté.

Or il apparaît que les divers résultats transmis à l'issue de la visite ne l'ont pas été dès parution des rapports correspondants et que des commentaires sont manquants. (NB : une saisie sur GIDAF est effectuée, mais elle ne peut concerner à ce stade tous les paramètres, du fait du caractère particulier des prescriptions opposables).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : maîtrise des pertes de produit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/2023, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, pollution des eaux superficielles et de la nappe

Prescription contrôlée :

Article 4.2.2

Pour la prévention de la pollution des eaux, l'exploitant met en œuvre les moyens techniques et organisationnels permettant de supprimer et, à défaut, de collecter pour prévenir tout mélange avec les eaux pluviales et tout déversement au sol, les pertes chroniques de produits et déchets résultant notamment des opérations de connexion et de déconnexion lors des transferts de produits ou déchets.(...)

Constats :

La politique de mise en place de raccords et de modalités de transfert permettant d'éviter les égouttures se poursuit. Les réalisations en ce sens ont été présentées à l'inspection, sur site.

A aussi été présenté, l'achèvement du réseau de collecte aérien d'acheminement des eaux potentiellement polluées des divers puisards du site.

La prévention des pollutions par pertes des substances transférées a ainsi été significativement améliorée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : localisation des zones ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, ATEX
Prescription contrôlée : Localisation des risques. » L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : Le plan a été présenté. Les zones et les interdictions correspondantes sont signalisées sur le site, dès l'entrée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : adéquation des matériels en zone ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
Thème(s) : Risques accidentels, ATEX
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles. <i>Pour mémoire : L 557-4</i> <i>Les produits ou les équipements mentionnés à l'article L. 557-1 ne peuvent être mis à disposition sur le marché, stockés en vue de leur mise à disposition sur le marché, installés, mis en service, utilisés, importés ou transférés que s'ils sont conformes à des exigences essentielles de sécurité relatives à leurs performance, conception, composition, fabrication et fonctionnement et à des exigences d'étiquetage.</i> <i>Cette conformité à ces exigences est attestée par un marquage, apposé avant la mise sur le marché du produit ou de l'équipement, ainsi que par l'établissement d'attestations.</i> <i>Pour des raisons techniques ou de conditions d'utilisation, certains produits ou équipements peuvent faire l'objet d'une dispense de marquage.</i>

Constats :

En 2019, l'exploitant a procédé à une vérification par un organisme compétent de l'adéquation des matériels aux zones où ils sont utilisés. Il a présenté en réunion le rapport et le tableau de suivi du traitement des non-conformités.

Par sondage, l'inspection a examiné sur site des matériels, à proximité de la zone de transfert routier et près du décanteur de la station d'épuration des eaux.

Les matériels récents vus portent le marquage Ex II 2 G, compatible avec une zone 1. L'état des coffrets étanches n'a pas suscité d'observations.

Il subsiste des matériels **manifestement anciens**. L'un d'eux porte l'inscription ADF III A (correspondant à une utilisation dans des atmosphères du groupe IIB, gaz représentatif : l'éthylène).

Il est demandé à l'exploitant de justifier de l'adéquation de ces matériels anciens.

L'article 6 de l'arrêté ministériel du 28 juillet 2003 relatif aux conditions d'installation des matériels électriques dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter, dispose :
« Les installations existantes lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté et conformes aux dispositions de l'arrêté du 19 décembre 1988 sont réputées satisfaire aux prescriptions du présent arrêté jusqu'au 30 juin 2006. Au-delà de cette date, elles continueront à bénéficier de cette présomption à condition que le " document relatif à la protection contre les explosions ", prévu à l'article R. 232-12-29 du code du travail, les ait validées explicitement avant le 1er juillet 2006. » (NB : cet arrêté ministériel ne figure pas au référentiel, car il n'est pas pris en application du Code de l'environnement mais du Code du travail. L'inspection du travail est avisée)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : vérification de installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/01/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, risque électrique

Prescription contrôlée :**Installations électriques. »**

A. (...)

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Article 71.3 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2023

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. (...)

Constats :

L'inspection a consulté le rapport de vérification pour l'année 2025 qui signale 7 observations redondantes, donc déjà formulées en 2024. Il n'a pu être justifié par l'exploitant de ce que ces observations ont fait l'objet de travaux, ni même que ces travaux ont été programmés par inscription dans le système informatique de gestion de la maintenance.

L'exploitant ne peut justifier que les installations électriques sont entretenues en bon état.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois